

Nouméa, le 11 juillet 2019

Élection du vice-président du gouvernement : le retour de la coalition !

Le désaccord entre indépendantistes pour l'élection du vice-président du Gouvernement vient d'être tranché par l'Avenir en confiance et l'Eveil océanien.

Ce n'est pourtant pas la première fois que les indépendantistes s'opposent sur le sujet. En 2009, Dewe Gorodey (UNI) s'opposait à Pierre N'gaiohni (UC) à la vice-présidence de l'exécutif. En 2014, l'UNI refusait de soutenir la candidature de Gilbert Tyuienon.

A chaque fois, les indépendantistes ont réglé la question entre eux. En 2009, l'UNI a fini par accepter la candidature de Pierre N'gaiohni. En 2014, l'UC a finalement proposé la candidature de Jean-Louis d'Anglebermes.

Il n'y avait donc aucune urgence à intervenir :

- le gouvernement est pleinement entré en fonction depuis le 5 juin, une semaine après l'élection de son président,
- les responsabilités sont réparties d'accord parties entre tous ses membres,
- aucun secteur n'est spécifiquement attaché à la vice-présidence,
- Thierry Santa répète à l'envie sa volonté d'insuffler une « nouvelle méthode de gouvernance pour un gouvernement de consensus » (RRB vendredi 06 juin).

Faute de toute justification institutionnelle ou juridique, la décision de l'Avenir en confiance et de l'Eveil océanien est donc motivée par un objectif purement politique : restaurer la coalition constituée avec l'UC entre 2011 et 2014 afin de construire une majorité nécessaire pour diriger le Gouvernement et le Congrès.

A l'époque déjà, le président du Congrès était Roch Wamytan et le vice-président du gouvernement était Gilbert Tyuienon...

Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour assister aux premiers accrocs aux promesses électorales de l'avenir en confiance et au retour des alliances contre nature.